

(N° 282)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MAI 1921.

Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DELVIGNE.

MESSIEURS,

Pour la seconde fois le texte voté par la Chambre par 143 voix contre 8 et 1 abstention nous revient amendé par le Sénat.

Toutefois les modifications, anciennes ou nouvelles, maintenues par lui sont restreintes et nous paraissent susceptibles, moyennant une légère addition, de réaliser enfin l'accord complet des deux Assemblées.

Les amendements apportés par le Sénat au nouveau texte établi par la Chambre sont relatifs aux articles 12, 27 et 31.

Ces deux derniers peuvent être adoptés d'emblée.

ART. 27.

Celui qui a trait à l'article 27, proposé par le Ministre du Travail lui-même, tend à postposer la date d'application de la loi du 1^{er} juillet au 1^{er} octobre 1921. Cette modification s'impose du fait qu'il n'est plus possible de procéder aux consultations des associations patronales et ouvrières, en ce qui concerne les dérogations à instaurer, avant le 1^{er} juillet. Ces associations doivent, en effet, pouvoir disposer d'un délai de deux mois pour répondre. Dans ces conditions la Commission vous propose de vous rallier à la date du 1^{er} octobre 1921 votée par le Sénat.

(1) Projet de loi réamendé par le Sénat, n° 277.

(2) La Commission, présidée par M. BERTRAND, était composée de MM. BOLOGNE, DELVIGNE, HALLET, LEVIE, TRUCLET et VAN HOEGAERDEN.

ART. 31.

Le second amendement s'applique à l'article 31 et vise l'article 7 de la loi sur le travail des femmes et des enfants. Il ne change rien aux dispositions établies. Mais il laisse la porte ouverte aux remaniements qu'y pourrait apporter la Conférence Internationale du Travail de 1921.

Il constitue une ajoute à l'article 7 ainsi conçu :

« Le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, ainsi qu'aux garçons de moins de 18 ans »

et est libellé comme suit :

« Sous réserve des résolutions à prendre, éventuellement, par la Conférence Internationale du Travail de 1921, en exécution des propositions dont avait été saisie celle de Washington. »

Ce qui motive cette ajoute, c'est le fait qu'à Washington certaines dispositions relatives au travail des enfants ont été réservées en vue d'étudier un certain nombre de dérogations qui n'ont pu être abordées.

La Commission vous propose également d'adopter ce texte admis déjà par le Ministre.

ART. 12.

Il n'en est pas de même en ce qui concerne l'article 12 que le Sénat a remanié de nouveau en s'efforçant toutefois de préciser la notion de *nécessité d'ordre national* qu'il y avait introduite précédemment.

Au texte du projet de la Chambre libellé ainsi : « Le Roi *pourra* suspendre l'application des limitations énoncées ou prévues par la présente loi, en cas de guerre ou en cas d'événement présentant un danger pour la sécurité nationale. »

Il a substitué le suivant :

« Le Roi *peut* suspendre l'application des limites énoncées ou prévues par la présente loi ;

» 1° En cas de guerre ou en cas d'événement présentant un danger pour la sécurité nationale ;

» 2° Lorsque de l'avis du Conseil supérieur du travail et du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, il y a nécessité d'ordre national de s'assurer par le développement de l'exportation les moyens d'échange indispensables à l'importation de subsistances. »

La Commission, sauf une exception, estime que cet alinéa est superfétatoire, le cas qu'il prévoit rentrant dans l'hypothèse reprise en second ordre par le texte de la Chambre.

Néanmoins, soucieuse de trouver un terrain d'entente, elle s'est ralliée au

texte du Sénat en y incorporant une disposition qui n'a pour but que d'appliquer, dans toutes les parties de la loi, le même système organique.

En conséquence, elle propose à la Chambre d'adopter l'ajouté du Sénat modifiée de la sorte :

« »
» Lorsque, de l'avis concordant des groupements de chefs d'entreprise et des groupements de travailleurs, du Conseil supérieur du travail et du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, il y a nécessité d'ordre national de s'assurer par le développement de l'exportation les moyens d'échange indispensables à l'importation de subsistances. »

Tout le régime de la loi sur la journée de huit heures est basé sur l'existence des groupements de chefs d'entreprise et des syndicats ouvriers. L'accord de ces organismes est préalable à toute dérogation, à tout changement quelconque des limitations énoncées ou prévues. Si bien qu'on peut dire que le fonctionnement de la loi repose entièrement sur les conventions intervenues ou à intervenir entre les groupements de chefs d'entreprise et les syndicats ouvriers.

Dès lors qu'il s'agit de suspendre les effets du régime légal en l'espèce, il n'est pas possible de ne pas solliciter — d'abord — l'acquiescement de ces organismes qui sont les premiers intéressés.

Il faut ajouter à cela que toutes les entreprises ne sont pas nécessairement soumises aux nécessités de l'exportation et que pour atteindre le but visé par le Sénat, dans l'hypothèse invraisemblable où il s'est placé, pas ne serait besoin de suspendre la loi pour l'ensemble des industries.

Ces considérations nous paraissent trop pertinentes pour que la moindre opposition puisse encore se faire jour. Aussi la Commission espère-t-elle cette fois que la loi ne subira plus de retouche avant d'être sanctionnée.

En conclusion, la Commission propose à la Chambre, à l'unanimité moins une voix, de voter l'article 12 avec la modification qu'elle y a apportée et les articles 27 et 31 tels qu'ils lui ont été transmis par le Sénat.

Le Rapporteur,
Isid. DELVIGNE.

Le Président,
Louis BERTRAND.

ANNEXE AU N° 282.

Amendement
proposé par la Commission.

ART. 12.

Rédiger comme suit le n° 2° :

2° Lorsque, de l'avis concordant des groupements de chefs d'entreprise et des groupements de travailleurs, du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, il y a nécessité d'ordre national de s'assurer par le développement de l'exportation les moyens d'échange indispensables à l'importation de subsistances.

BIJLAGE VAN N° 282.

Amendement
door de Commissie voorgesteld.

ART. 12.

N° 2° te doen luiden :

2° Wanneer het, op overeenstemmend advies van de groepen der bedrijfshoofden en van de groepen der arbeiders, alsmede van den Hoogen Raad voor Nijverheid en Handel, in het belang van het Land noodig is, zich door ruimeren uitvoer de ruilmiddelen te verzekeren, die voor den invoer der levensmiddelen onontbeerlijk zijn.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MEI 1921.

Wetsontwerp tot invoering van den achturendag en van
de acht-en-veertig urenweek ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DELVIGNE.

MIJNE HEEREN,

Voor de tweede maal wordt de tekst, welke door de Kamer werd goedgekeurd met 143 stemmen tegen 8 en 1 onthouding, ons door den Senaat, na wijziging, teruggestuurd.

Zoowel de vroegere als de nieuwe wijzigingen, welke door den Senaat werden gehandhaafd, zijn echter van gering belang en van zulken aard dat zij, mits eene toevoeging, beide vergaderingen kunnen tot akkoord stellen.

De door den Senaat gebrachte wijzigingen in den nieuwen tekst, door de Kamer vastgesteld, betreffen de artikelen 12, 27 en 31.

Deze twee laatsten kunnen zonder bespreking worden aangenomen.

ART. 27.

Het amendement op artikel 27, voorgesteld door den Minister van Arbeid zelf, heeft ten doel, den datum van toepassing der wet te verdagen van 1 Juli tot 1 October 1921. Deze wijziging wordt noodzakelijk gemaakt door het feit, dat het vóór 1 Juli niet meer mogelijk is, wat de in te voeren afwijkingen betreft, de vereenigingen der patroons en die der werklieden te raadplegen. Immers, deze vereenigingen moeten over een tijdbestek van twee maanden beschikken om te antwoorden. Uit dien hoofde stelt de Commissie u voor, uwe goedkeuring te hechten aan den datum van 1 October 1921, welke door den Senaat werd aangenomen.

(1) Wetsontwerp, opnieuw door den Senaat gewijzigd, n° 277.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren BOLOGNE, DELVIGNE, HALLET, LEVIE, TROCLET en VAN HOEGAERDEN.

ART. 31

Het tweede amendement is van toepassing op artikel 31 en betreft artikel 7 der wet op den vrouwen- en kinderarbeid. Het laat de bestaande bepalingen onverkort. Echter laat het eene mogelijkheid bestaan voor de hervormingen, die de Internationale Arbeidsconferentie van 1921 daarin zou kunnen brengen.

Aan artikel 7 luidende :

« Nachtarbeid is aan alle vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, alsmede aan jongens beneden 18 jaar verboden »

voegt het de volgende bepaling toe :

« Onder voorbehoud van de beslissingen, door de Internationale Arbeidsconferentie bij voorkomend geval te nemen ter uitvoering van de voorstellen, welke aan die van Washington werden voorgelegd. »

Deze aanvulling wordt gebillijkt doordat te Washington sommige bepalingen betreffende den kinderarbeid werden voorbehouden ten einde een zeker aantal onaangeraakte afwijkingen van meer nabij te kunnen onderzoeken.

De Commissie stelt u insgelijks voor, dezen reeds door den Minister aangenomen tekst goed te keuren.

ART. 12.

Anders is het gesteld met artikel 12, dat door den Senaat omgewerkt werd met het doel echter het vroeger door hem ingelaschte begrip van « belang van het land » nader te omschrijven.

De tekst van het ontwerp der Kamer, luidende : *« In geval van oorlog of bij eene gebeurtenis, die een gevaar voor 's lands veiligheid biedt, kan de Koning de toepassing der bij deze wet bepaalde of voorziene beperkingen schorsen »*

heeft het door den volgenden tekst vervangen :

« De Koning kan de toepassing der bij deze wet bepaalde of voorziene beperkingen schorsen :

» 1^o In geval van oorlog of bij eene gebeurtenis welke voor 's Lands veiligheid gevaar oplevert ;

» 2^o *Wanneer het, op advies van den Hoogen Arbeidsraad en van den Hoogen Raad voor Nijverheid en Handel, in het belang van het Land noodig is, zich door ruimeren uitvoer de ruilmiddelen te verzekeren, die voor den invoer der levensmiddelen onontbeerlijk zijn. »*

Op eene uitzondering na, is de Commissie van gevoelen dat dit lid overtollig is, daar het voorziene geval binnen de veronderstelling valt, welke, in bijkomende orde, door den tekst der Kamer is overgenomen.

Daar zij echter bezorgd is een terrein van verstandhouding te vinden, heeft zij zich bij den tekst van den Senaat aangesloten door er eene bepaling in te voegen, die slechts ten doel heeft, dezelfde organieke regeling in al de deelen toe te passen.

Dienvolgens stelt zij aan de Kamer voor, de aldus gewijzigde aanvullende bepaling van den Senaat goed te keuren :

« Wanneer het, op overeenstemmend advies van de groepen der bedrijfs-
hoofden en van de groepen der arbeiders, alsmede van den Hoogen Raad voor
Nijverheid en Handel, in het belang van het Land noodig is, zich door ruimeren
uitvoer de ruilmiddelen te verzekeren, die voor den invoer der levensmiddelen
onontbeerlijk zijn. »

Gansch de regeling van de wet op den achturendag steunt op het bestaan van de groepen der bedrijfshoofden en van de werkliedensyndicaten. Elke afwijking, elke verandering in gemelde beperkingen moet van het overeenstemmend advies van deze instellingen worden voorafgegaan, in zooverre dat men mag zeggen, dat de werking der wet volkomen steunt op de overeenkomsten, getroffen of te treffen tusschen de groepen der bedrijfshoofden en de werkliedensyndicaten.

Wanneer er, bijgevolg, sprake is de uitwerking der wet op dat gebied te schorsen, is het volstrekt noodzakelijk vooreerst de toestemming dezer instellingen, die de eersten in de zaak betrokken zijn, in te winnen.

Daaraan dient men toe te voegen, dat niet al de bedrijven noodzakelijkerwijs gedwongen zijn uit te voeren en dat, om het door den Senaat beoogde doel te bereiken, in de onwaarschijnlijke onderstelling waarin deze zich heeft geplaatst, het niet noodig wezen zou de wet voor al de bedrijven in het algemeen te schorsen.

Deze beschouwingen schijnen ons van zulken afdoenden aard, dat het minste verzet daartegen niet mogelijk is. Ook hoopt de Commissie, dat ditmaal de wet, vóór hare bekrachtiging, geene wijzigingen meer zal ondergaan.

Dienvolgens stelt de Commissie, met eenparigheid op ééne stem na, aan de Kamer voor, hare goedkeuring te hechten aan artikel 12, zooals dit door de Commissie werd gewijzigd, alsmede aan de artikelen 27 en 31, zooals deze door den Senaat werden overgemaakt.

De Verslaggever,
ISM. DELVIGNE.

De Voorzitter,
LOUIS BERTRAND.

ANNEXE AU N° 282.

Amendement
proposé par la Commission.

ART. 12.

Rédiger comme suit le n° 2° :

2° Lorsque, de l'avis concordant des groupements de chefs d'entreprise et des groupements de travailleurs, du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, il y a nécessité d'ordre national de s'assurer par le développement de l'exportation les moyens d'échange indispensables à l'importation de subsistances.

BIJLAGE VAN N° 282.

Amendement
door de Commissie voorgesteld.

ART. 12.

N° 2° te doen luiden :

2° Wanneer het, op overeenstemmend advies van de groepen der bedrijfshoofden en van de groepen der arbeiders, alsmede van den Hoogen Raad voor Nijverheid en Handel, in het belang van het Land noodig is, zich door ruimeren uitvoer de ruilmiddelen te verzekeren, die voor den invoer der levensmiddelen onontbeerlijk zijn.